

[Text]

Our overall proposal is that this committee and the government move very expeditiously on issues which are going to encourage training and increased labour force mobility.

The small hand-out we gave the committee shows that in the small business community across the country over a third of businesses say they cannot find qualified help. This is the time when we are spending approximately \$10 billion on unemployment insurance, plus another couple of billion dollars on training. But we think the emphasis is wrong and more should be done on training. By doing so, we will be able to deal with the larger structural component of unemployment in this country.

• 1845

We could endorse many of the specific recommendations in the Forget report, but we would strenuously object to some, such as the changes in part-time, because of what that extra paper burden is going to do to young firms in particular.

Out of respect for the time pressures that all of you are under tonight, we will deal with those issues in response to questions rather than trying to go through all 50 recommendations now. If it will be of help, we will provide a check-list at a later date. We have not had the opportunity to get input from our members on all of the issues that are before the government and the committee. In fact, we are just in the process of sending out mandate questions to our members to get input on some of the major issues, and as soon as we have that representation from our members, we will give it to your committee, the Minister and the department.

The Chairman: Thank you, Mr. Bennett. Could we just have one piece of clarification. When you highlight training, are you talking about both basic education and occupational training, or just occupational training?

Mr. Bennett: We are talking about both. Our members are very concerned with the quality of the product, if you like, of the educational system. Across the country, over two-thirds of them are doing on-the-job training and an awful lot of it is remedial. As you look at structural changes from the manufacturing and primary industries to the service industry, basic literacy and numeracy become increasingly important. But in both cases, far more of it has to be done on the job and in the local communities because institutions have not worked and it is going to be practically impossible to make them work.

The Chairman: The use of the \$10-billion expenditure in that direction, is this something that you are confident your members would generally approve of?

Mr. Bennett: Exactly.

The Chairman: Thank you very much. Mr. Hunsley.

[Translation]

Dans un premier temps, nous recommandons que le comité et le gouvernement prennent dans les meilleurs délais des mesures qui favoriseront la formation et la mobilité de la main d'oeuvre.

Le court texte que nous avons distribué au comité révèle que plus d'un tiers des petites entreprises se plaignent d'avoir de la difficulté à trouver des employés qualifiés. Or, ces doléances sont exprimées à une époque où nous consacrons environ 10 milliards de dollars au programme d'assurance-chômage et quelques milliards de dollars additionnels à la formation. Nous sommes d'avis que la répartition entre les deux laisse à désirer et qu'il faudrait consacrer davantage de ressources à la formation. Cela nous permettrait de lutter contre le problème plus vaste du chômage structurel au Canada.

Nous appuyons de nombreuses recommandations du rapport Forget mais nous nous élevons fermement contre certaines autres recommandations comme celles touchant le travail à temps partiel, à cause du fardeau administratif additionnel qu'elles imposent aux jeunes entreprises en particulier.

Compte tenu des contraintes de temps qui nous sont imposées ce soir, nous commenterons certaines des 50 recommandations en réponse aux questions des députés plutôt que de le faire maintenant. Si vous jugez que ce serait utile, nous vous fournirons plus tard une liste à cocher. Nous n'avons pas eu le temps de consulter tous nos membres sur ces questions qu'examinent actuellement le gouvernement et le Comité. En fait, nous sommes en train d'envoyer à tous nos membres un questionnaire pour connaître leurs avis sur certaines des principales recommandations et, dès que nous aurons reçu leurs réponses, nous les ferons parvenir au Comité, au ministre et au ministère.

Le président: Merci, monsieur Bennett. J'aimerais obtenir un éclaircissement. Lorsque vous mettez l'accent sur la formation, voulez-vous parler à la fois de l'enseignement de base et de la formation professionnelle ou seulement de cette dernière?

M. Bennett: Nous parlons des deux points. Nos membres sont très déçus de la qualité du produit, si vous le voulez, de notre système d'éducation. Partout au pays, plus des deux tiers de nos membres assurent une formation sur le tas et, dans de trop nombreux cas, il s'agit d'une formation de base. Les notions de base de calcul, de lecture et de rédaction prennent de plus en plus d'importance, étant donné les changements structurels survenus dans les industries de ressources et de fabrication jusqu'au secteur des services. Mais dans l'un et l'autre cas, cette formation de base doit être dispensée en très grande partie sur le tas et dans les collectivités locales parce que la formation dispensée en milieu scolaire n'a pas donné les résultats escomptés et il est peu probable que cela change.

Le président: Pensez-vous que les membres de votre fédération approuveront majoritairement l'utilisation de ces 10 milliards de dollars à cette fin?

M. Bennett: Tout à fait.

Le président: Merci, Monsieur Hunsley.